

Bruxelles : de plus en plus de mal logés et de sans-abri

Le Centre d'appui au secteur bruxellois d'aide aux sans-abri, la Strada, procède tous les deux ans depuis dix ans à un dénombrement des personnes sans-abri et mal logées en région de Bruxelles-Capitale. Les chiffres révélés fin 2019 ont atteint un niveau record.

Yves Martens (CSCE)

Le dénombrement produit une photographie de la situation globale du sans-abrisme et du mal logement à un moment précis dans les dix-neuf communes de la région de Bruxelles-Capitale et ce depuis maintenant dix ans selon la même méthodologie. Cette organisation successive des dénombrements permet l'analyse de l'évolution de cette population. L'objectif est d'arriver à mieux comprendre le phénomène afin d'y apporter une réponse adaptée.

Le dénombrement bruxellois organisé par La Strada est le fruit d'une collaboration intersectorielle qui assure la qualité des données et permet l'échange d'expertises. Il s'appuie sur une méthode précise : la typologie internationale ETHOS (*European Typology on Homelessness and Housing Exclusion*) de la FEANTSA (Fédération européenne des associations nationales qui travaillent avec les sans-abri) de manière quantitative (nombre de personnes se trouvant en situation d'absence de logement ou de logement inadapté) mais aussi de manière qualitative (la diversité des situations de vie précaire et les problématiques liées à celles-ci). Il porte sur un moment précis : les données traitées en 2019 sont issues du dénombrement effectué la nuit du 5 novembre 2018. Enfin, il scanne l'ensemble du territoire bruxellois : la région de Bruxelles-Capitale a été divisée en 71 zones qui ont été parcourues entre 23h et minuit par 134 bénévoles afin de procéder au dénombrement.

Explosion de l'accueil d'urgence

4.187 personnes ont été comptabilisées parmi lesquelles 51% de per-

sonnes sans abri (en rue ou dans les centres d'hébergements d'urgence), 22% de personnes sans logement (maisons d'accueil, logement de transit des CPAS) et 25% de personnes en logement inadéquat (squats, communautés religieuses, ...). 759 personnes se trouvaient en rue la nuit du 5 novembre 2018 (contre 707 la nuit du 7 novembre 2016), ce qui représente une augmentation de 7,4% de personnes recensées sur l'espace public. Mais c'est surtout le nombre de personnes présentes dans les hébergements d'urgence et de crise qui a connu une forte augmentation. Cette explosion est une conséquence de la hausse des capacités d'accueil. En effet, le nombre de personnes recensées dans les centres du Samu social a augmenté de 49,1% par rapport à 2016. Si l'on tient compte de la Plateforme citoyenne, qui fournit un accueil similaire à une population de migrants et de transmigrants via l'accueil citoyen et son centre de la Porte d'Ulysse, la hausse de la population recensée dans les centres d'hébergements d'urgence passe même à 293,7 % !

On constate une hausse légère de 5,6% des personnes hébergées en maison d'accueil. Ce nombre dépend en grande partie de l'offre et du nombre de places disponibles. L'offre étant restée relativement stable au cours de ces dix dernières années, les effectifs qui y sont rencontrés le sont aussi.

Pour les personnes en logement inadéquat (communautés religieuses, squat, occupations négociées, structures d'hébergement non agréées), les évolutions sont contrastées. Alors que les communautés religieuses

(+40,2%) et les occupations négociées (+21,1%) continuent d'accueillir de plus en plus de personnes, on assiste à un net recul du nombre de personnes dénombrées dans les squats. Ceux-ci n'ont pas disparu mais, suite à la loi anti-squat, la transmission d'information n'a pas été aussi efficace que par le passé.

Un problème économique mais pas seulement

La question du sans-abrisme à Bruxelles est le miroir de problématiques plus vastes comme l'accès au logement, la précarisation accrue des classes moyennes et populaires ou la question migratoire. Mais le facteur économique est transversal. En effet, en fixant à 30% la part des revenus allouée au loyer, le premier décile des logements les moins chers de l'agglomération ne sont accessibles qu'à 52% de la population bruxelloise. Signalons également

Les logements les moins chers ne sont accessibles qu'à 52% de la population bruxelloise

qu'il n'y a que 36.117 logements sociaux loués dans la région pour 48.804 ménages sur liste d'attente. La pression sur le marché locatif et la pénurie de logement bon marché (en ce compris les logements sociaux), sont un facteur de paupérisation, notamment (mais pas uniquement) des populations précarisées situées dans le croissant pauvre de l'agglomération bruxelloise. □